

Les succès et les échecs des politiques publiques sont, en large partie, sont influencés par le contexte politique et institutionnel des économies. Cette thèse analyse la manière dont les résultats socio-économiques des pays de la région MENA sont déterminées par l'environnement institutionnel et politique des différents pays. Trois essais sont proposés. Le premier étudie l'impact des qualifications sur la productivité à l'aide d'une comparaison entre deux pays, la Turquie et la Tunisie. Le second analyse l'impact des subventions sur les performances des firmes. Le troisième étudie l'effet de l'ouverture commerciale sur les importations des biens manufacturés selon que les firmes font partie des secteurs connectés au pouvoir politique ou pas, dans le cas de l'Égypte.

L'étude comparative Turquie-Tunisie, montre que les compétences des travailleurs ont bien un impact mesurable sur la productivité de la Turquie, mais pas en Tunisie. En Turquie, l'industrialisation par substitution aux importations a été démantelée relativement tôt, alors qu'en Tunisie la politique postcoloniale a abandonné sa politique d'industrialisation par substitution aux importations relativement tard. En conséquence, le haut niveau des compétences de la main-d'œuvre en Tunisie n'a pas pu contribuer à la productivité à la différence de la Turquie. Ensuite, l'étude de l'intervention gouvernementale sous forme de subvention auprès des firmes en Tunisie, montre que, comme attendu, les subventions permettent aux gouvernements d'étendre leur contrôle sur les entreprises privées. Cette politique a produit des effets contrastés sur les entreprises tunisiennes. Elle a favorisé l'emploi dans les petites entreprises, tandis que dans les grandes entreprises, c'est le capital qui en a bénéficié. Enfin, le dernier essai concernant l'économie égyptienne montre que la réduction des barrières commerciales a davantage bénéficié aux firmes présentes dans les secteurs dans lesquels on n'observe pas de lien de connexion entre l'Etat et les entreprises. La réduction de l'évasion fiscal-douanière favorise les firmes plus compétitives.